

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste (*Boris Souvarine*). — De la tactique offensive (*N. Boukharine*). — Gustave Courbet et la Commune (*G. Thiesson*). — Le Conseil International des Syndicats rouges (*V. Yarotsky*).

Héros et Martyrs du Communisme : Raymond Le-fevre (*Victor Serge*), Inessa Armand (*Moskva*). — Pages écrites en prison (*Karl Liebknecht*). — Bibliothèque Communiste. — Documents divers, etc...

Le Troisième Congrès Communiste International

Le troisième Congrès de l'Internationale Communiste siégera le 1^{er} juin à Moscou. L'ordre du jour en a provisoirement été tracé comme suit :

1. Compte rendu du Comité exécutif ;
2. La crise économique universelle et le rôle nouveau de l'Internationale communiste ;
3. La tactique de l'Internationale communiste pendant la Révolution ;
4. La période de transition (actions partielles et lutte finale révolutionnaire) ;
5. La campagne contre l'Internationale syndicale jaune d'Amsterdam ;
6. Le Conseil international des syndicats rouges et l'Internationale communiste ;
7. La structure intérieure des partis communistes, leurs méthodes d'action et le contenu de cette action ;
8. La structure intérieure de l'Internationale communiste et ses rapports avec les partis adhérents ;
9. La question d'Orient ;
10. Le Parti socialiste italien et l'Internationale communiste (appel du Parti socialiste italien contre la décision du Comité exécutif) ;
11. Le K.A.P.D. et l'Internationale communiste (appel du V. K. P. D. contre la décision du Comité exécutif) ;

12. Le mouvement des femmes ;
13. Le mouvement de la Jeunesse ;
14. Election du Comité exécutif et désignation de son siège ;
15. Divers.

Le programme de travail ainsi établi caractérise à merveille la nouvelle Internationale, groupement prolétarien d'action et de combat pour une transformation sociale immédiate.

La seconde Internationale défunte tenait, à de larges intervalles, des assises où les participants échangeaient des idées générales; où la solennité excluait le réalisme; où l'art oratoire résolvait pendant quelques minutes les problèmes les plus ardues par la magie de la rhétorique. La fin de chaque Congrès de la seconde Internationale marquait l'interruption de l'Internationale elle-même jusqu'à l'ouverture du Congrès suivant. Le Bureau Socialiste International, destiné à relier les partis frères dans l'intervalle des Congrès, n'était qu'une mauvaise « boîte aux lettres ».

Ce parlementarisme international, inefficace et vain comme le parlementarisme bourgeois dont il procède, n'a rien de commun avec l'Internationalisme prolétarien qui s'incarne dans l'Internationale Communiste. Les travaux des Congrès communistes internationaux et du Co-

mité Exécutif de Moscou manifestent l'activité fonctionnelle d'une Internationale vivante, en pleine vigueur intellectuelle sinon encore en forte santé physique.

L'Internationale Communiste, après avoir défini dans son premier Congrès les conceptions inspiratrices de sa fondation, après avoir constitué son armature au deuxième Congrès par l'adoption de règles et de garanties qui la préservent des ferments de corruption et de désagrégation, aborde résolument les obstacles qui se dressent devant la révolution sociale. Son troisième Congrès en serrant de près les questions fondamentales de la lutte révolutionnaire pratique, en les éclairant de l'expérience de la révolution bolchevique, donnera aux véritables partis de lutte de classes de précieux enseignements de tactique.

L'Internationale Communiste, comme la révolution prolétarienne et parce qu'elle est l'expression la plus parfaite de la conscience de classe du prolétariat, se critique elle-même et revise constamment ses idées, ses méthodes, son action. Elle sait reconnaître ses fautes, car elle sait que le prolétariat s'instruit en agissant, que la pratique seule peut corriger la théorie, que l'expérience éprouve un concept et enfichit une doctrine mieux que la spéculation pure. Elle ne craint pas de condamner ses propres erreurs, de rectifier certaines de ses conceptions, de répudier telles de ses méthodes que la vie révèle caduques. Indéflexible quant aux principes qui l'animent et la guident, elle est souple dans leur application. Elle s'adapte aux situations, aux événements, aux milieux, aux circonstances historiques et politiques. C'est pourquoi le programme du troisième Congrès de Moscou comporte l'étude de questions déjà traitées dans les Congrès antérieurs.

Le *Manifeste* et la *Résolution* du premier Congrès, les *Thèses et Résolutions* du deuxième Congrès, ont défini déjà le rôle de l'Internationale Communiste dans la crise économique universelle, la tactique de l'Internationale Communiste pendant la Révolution, l'action prolétarienne en période de transition, problèmes qui figurent en tête de l'ordre du jour du Congrès de Juin. De même, les Congrès antérieurs avaient examiné déjà la situation intérieure des Partis communistes, leurs rapports entre eux et avec l'Internationale Communiste. Mais l'intensité de la lutte de classes consécutive à la guerre accroît très rapidement l'expérience acquise par les communistes, exige une permanente révision de leurs vues et permet de leur donner de plus en plus grandes précisions. La crise économique universelle évolue, la tactique de l'Internationale Commu-

niste s'améliore, l'action prolétarienne se perfectionne, l'organisation des Partis communistes et leurs relations s'avèrent défectueuses, toutes choses qui imposent des redressements et des mises au point.

Le troisième Congrès se préoccupera spécialement de la question d'Orient, c'est-à-dire du mouvement de libération des peuples d'Asie opprimés par l'impérialisme européen, mouvement qui menace d'atteindre mortellement la plus grande puissance impérialiste mondiale, celle de l'Empire britannique. Il consacra une bonne part de ses délibérations au mouvement syndical, à celui des femmes, à celui des Jeunesses. Il tranchera les conflits survenus depuis le deuxième Congrès entre le Comité Exécutif et certains partis adhérents, principalement ceux qui concernent le Parti socialiste italien et le Parti Communiste unifié d'Allemagne. C'est dire que les décisions de ce Congrès influenceront sensiblement sur l'avenir de l'Internationale Communiste et les destinées du prolétariat mondial.

Les travaux préparatoires du Congrès : projets, propositions, thèses, etc., ne nous sont pas encore connus. Les documents qui seront rassemblés au Congrès et qui donneront aux délégués les éléments d'étude et d'appréciation nécessaires, ne sont pas encore sous nos yeux. Nous ne pouvons donc, à cette heure, qu'indiquer l'intérêt et l'importance du troisième Congrès, en nous réservant d'examiner à fond ultérieurement les questions portées à l'ordre du jour.

Boris SOUVARINE.

L. TROTSKY

Terrorisme

et

Communisme

UN FORT VOLUME

PRIX.....	7. »
FRANCO.....	7.50

Ce Livre admirable
deviendra vite classé

Bibliothèque Communiste
123, Rue Montmartre, Paris.
Envoyer lettres et mandats à René Regnaud

DE LA TACTIQUE OFFENSIVE

Le cours de la révolution mondiale, *bouleversement historique formidable* tel que les hommes n'ont jamais vu d'analogue, nous présente une combinaison d'éléments variés, de phases de développement, de chemins, de tactiques, de méthodes, de luttes, de forces accomplissant le bouleversement. Il va de soi qu'à différents moments de ce processus, dans les différentes phases de son développement, le prolétariat voit se poser devant lui des problèmes différents et, tout d'abord, différents problèmes tactiques. Ce n'est pas là un caractère spécifique de la révolution prolétarienne. Nous pouvons observer le même phénomène, lorsque le régime capitaliste se substitue au régime féodal. La révolution française, qui a, sur le continent européen, tracé la voie du développement capitaliste, traversa, elle aussi, des phases très différentes, mais dont la signification mondiale historique et sociale (c'est-à-dire de classe) était une. Cette révolution commença (si l'on peut en général parler ici de « commencement » et de « fin ») en 1789, pour se terminer, par exemple, en 1815, avec les guerres napoléoniennes et la chute de l'Empire. En un quart de siècle, la révolution avait traversé plusieurs phases, caractérisées par les différentes tactiques dont la bourgeoisie se servit contre les anciens propriétaires.

La bourgeoisie commença par *s'insurger* contre la féodalité. Elle institua ensuite sa *dictature* contre la noblesse, faisant impitoyablement tomber les têtes, réprimant, par tous les moyens, complots et révoltes contre-révolutionnaires. Une période de *résistance acharnée à la réaction extérieure* suivit : lutte contre la Sainte Alliance des Rois, à laquelle le pillage de la noblesse et la décapitation des monarques déplaisaient au plus haut point. Comme il arrive toujours, pendant la guerre civile, la production à l'intérieur du pays était ruinée, la misère régnait partout, les finances étaient dans une situation désespérée, la spéculation prospérait, en dépit de toutes les répressions ; et le blocus, et la guerre de classes contre les Etats réactionnaires, augmentaient ces maux.

L'énergie de la bourgeoisie (prise dans son ensemble) en vint à bout. Ayant affermi son organisation, créé une armée, qui se battit au son de la *Marseillaise* révolutionnaire, la bourgeoisie passa de la *défensive à l'offensive*. Une nouvelle période s'ouvrit, celle des guerres révolutionnaires qui ont, à un point de vue objectif, aboli le servage en Europe. Chacun sait, naturellement, qu'un changement de pouvoir avait eu lieu dans l'inter-*valle*, que la petite-bourgeoisie iacobine avait été supplantée par la grosse bourgeoisie d'abord, et ensuite par la dictature *bourgeoise-militaire* de Napoléon. Mais chacun sait aussi que Napoléon était, par comparaison avec

les monarques européens, une puissance révolutionnaire, Henri Heine comprenait déjà parfaitement la portée historique et la valeur libératrice des guerres napoléoniennes. Elles ont sapé l'ancien régime en Europe. Certes comparées au socialisme et au prolétariat, leurs forces étaient contre-révolutionnaires. Mais il ne s'agissait pas alors du socialisme ; i. s'agissait uniquement de la victoire du capital sur le servage féodal. Des pacifistes et des social-pacifistes (genre Jaurès), totalement incompréhensifs, déplorent le passage de la défensive à l'offensive et y voient « la perte » de l'idée de la grande révolution. Les marxistes doivent comprendre toute la puérité de cette façon d'envisager les choses. Car l'enveloppe protectrice du servage féodal de l'Europe, bien gangrenée à cette époque, ne fut crevée que par les baïonnettes des armées révolutionnaires. La violence eut ici le rôle de la chrysalide dans la naissance de la société capitaliste. Et le passage de la bourgeoisie, constituée en pouvoir d'Etat, de *la défensive à l'offensive*, exprimait précisément *la croissance des forces révolutionnaires*.

Telle était la situation, il y a plus d'un siècle.

Une semblable situation, nous demandons-nous, peut-elle se reproduire *avec la dictature du prolétariat* ?

D'aucuns sont « troublés » par cette « per-*spective* » question. Ne serait-ce pas une tactique bourgeoise ? Comment le prolétariat pourrait-il faire ce qu'a fait la bourgeoisie ?

Cet argument ne vaut évidemment rien. Je dirai plus : il est profondément opportuniste et — j'en demande pardon à Messieurs les pacifistes — fort bête. On servait autrefois au prolétariat, pour combattre sa tactique révolutionnaire, de semblables arguments : « L'insurrection ? — Grand dieux ! La bourgeoisie s'en est servie. — Les barricades ? — Nous en préservons le ciel ! C'était bon pour la bourgeoisie. Le prolétariat forme la majorité, il n'a pas besoin de moyens si cruels. — La dictature ? la terreur ? — Bourgeoises aussi... » Ainsi parlaient, parlent et parleront les conciliateurs de tout poil.

Ce qui importe aux prolétaires révolutionnaires, ce n'est pas la forme, mais *la nature de classe des choses*. Et il va de soi, qu'entre les « agrandissements » de la bourgeoisie et du prolétariat, entre « l'expansion » de la bourgeoisie et celle du prolétariat, il y a la même différence qu'entre ces deux classes elles-mêmes, c'est-à-dire entre le Capitalisme et le Communisme. Celui qui ne la saisit pas est incurable, et l'on sait que le trépas, seul, redresse les bossus.

Certes, la bourgeoisie internationale est grandement intéressée à ce que la dictature du prolétariat n'élargisse pas sa base terri-

toriale. La bourgeoisie raisonne bien : « Si, par malheur, les ouvriers ont pu prendre le pouvoir dans un pays, qu'ils y restent, comme dans une bouteille dûment bouchée. Qu'ils y restent et n'en bougent plus ».

Ce raisonnement de la part de la bourgeoisie est bien compréhensible. Mais, si un prétendu « socialiste » se déclare *en principe* adversaire de l'expansion prolétarienne, c'est évidemment que, loin d'être un révolutionnaire prolétarien, il n'est encore qu'un petit-bourgeois.

Les arguments de l'espèce de celui-ci : « la baïonnette est une arme impropre pour des causes aussi délicates que la grande idée socialiste », sont des refrains douçâtres et absurdes. Ce sont les refrains de la bourgeoisie libérale. L'insurrection n'est-elle pas une « baïonnette » ? La révolution n'est-elle pas une « baïonnette » ? La guerre civile n'est-elle pas toujours la même « baïonnette » ? Le communisme délicat n'est bon que pour les salons où l'on potine ; il ne vaut rien dans la lutte pour la vie, dans l'action où les hommes combattent et meurent pour leur cause.

Il est dit dans le *Manifeste communiste*, que les prolétaires conquerront la terre entière. Comment ? Par la révolution, — donc par la baïonnette. Si, dans un pays quelconque, le prolétariat prend le pouvoir et se sent assez fort pour attaquer les Etats bourgeois cela veut dire que la force de la révolution est grande, que sa capacité d'organisation est vaste, qu'elle a de grandes chances de vaincre. La bourgeoisie doit le redouter. Le prolétariat doit en être heureux, tout le prolétariat, y compris celui de l'Etat capitaliste sur lequel marcheraient les armées de la république prolétarienne.

Ici surgissent de nouveaux arguments contre l'emploi, par la partie *victorieuse* du prolétariat mondial, d'une semblable tactique. On ne peut pas faire fond sur « l'intervention ». Le pouvoir des Soviets « institué artificiellement », et non « issu d'une poussée organique » n'est bon à rien. Ce serait une « institution étrangère », un « communisme importé », et ainsi de suite.

Demandons-nous donc : Pourquoi la bourgeoisie d'un pays intervient-elle dans les affaires de celles d'un autre pays, *et y gagne* ? Trouverez-vous un bourgeois polonais assez bête pour protester contre l'intervention française ou anglaise ? Trouverez-vous un bourgeois hongrois protestant contre cette même intervention ? Certes, non. Les bourgeois sont des hommes d'affaires, leur raisonnement n'est pas aussi simpliste que celui-ci : la bourgeoisie polonaise, pour vaincre « organiquement » la révolution, doit ne compter que sur ses propres forces, sans quoi elle périrait. Au contraire : elle reçoit des hommes, des officiers, des généraux, des tanks, des instructeurs, des gaz et résiste aux armées prolétariennes avec le concours de cette intervention.

La bourgeoisie est intelligente. Mais certains social-pacifistes ne le sont pas.

C'est là le malheur. C'est là ce qui fait qu'une erreur profonde jouit encore de quelque crédit dans des milieux ouvriers. Cette erreur, il la faut rectifier. L'idéologie social-pacifiste, renouvelée en réalité de l'idéologie surannée de la bourgeoisie libérale, doit être détruite, car la classe ouvrière ne peut pas vaincre sous son empire. Si les bourgeoisies modernes savent parfaitement s'entr'aider et n'en ont pas honte, comment le prolétariat international pourrait-il renoncer à l'entr'aide et aux interventions fraternelles, dans l'intérêt du socialisme et de son succès ? Certes, on peut, dans tel ou tel cas, considérer l'intervention comme prématurée, se dire que l'on manque de force, etc. Mais on n'y peut faire d'objection de *principe*.

D'autre part, du moment que l'intervention s'est produite (que la *soviétisation* extérieure a commencé), *les partis communistes doivent la soutenir de toutes leurs forces*. Toute autre attitude équivaudrait à une trahison et à un abandon de poste devant l'ennemi. Et ne serait-ce pas, en fait, de la part du parti communiste, une trahison véritable, que le refus de soutenir l'insurrection contre le capital, imminente ou déjà commencée ? La question de l'intervention rouge se pose en des termes identiques. L'intervention rouge doit être soutenue par tous les moyens. Et celui qui veut être communiste ou se considère comme tel, mais proteste contre ce soutien, celui-là n'est pas un internationaliste révolutionnaire, mais un opportuniste nationaliste, de formation, il est vrai, assez fine.

La surestimation des états d'esprit « nationaux » de la classe ouvrière correspond au cri des opportunistes sur les insurrections dites prématurées. A coup sûr, il peut s'en produire. Mais alors même, les partis doivent faire connaître leur position de principe, en allant à contre-courant et non en se laissant guider par le chauvinisme petit-bourgeois et l'esprit politique des boutiquiers.

Nous avons posé la question de façon plus ou moins abstraite, mais il est évident à nos yeux, que ces questions *passent* du domaine de la théorie dans celui de la pratique.

Nous traversons les limites entre la défense prolétarienne et l'offensive prolétarienne contre les citadelles du capitalisme. Si ce n'est aujourd'hui, c'est demain que la question se posera carrément. Chacun doit en comprendre nettement les termes et la solution théorique. La révolution ne peut vaincre que si elle est mondiale. Nous l'avons répété mille fois. Toute possibilité de hâter l'écroulement du capital dans d'autres pays, est donc, pour nous, une nécessité. Les masses fatiguées de la lutte souffriront mille fois plus, si le processus révolutionnaire se prolonge. Nous ne faisons qu'épargner nos forces, si nous avons la possibilité (ce qui n'est certes pas toujours le cas) d'enfoncer dans l'édifice vermoulu du système bourgeois le coin d'acier de la dictature prolétarienne en armes.

N. BOUKHARINE.

Gustave Courbet et la Commune

Le Cinquantenaire de la Commune de Paris a été célébré dans tous les pays où pensent et agissent des communistes. Nous pensons que cette commémoration doit se prolonger jusqu'à la fin du mois de mai, jusqu'à l'anniversaire de la Semaine sanglante, par des Conférences éducatives, la publication d'articles, etc. Le Bulletin Communiste s'efforcera de publier, pendant ces quelques semaines, des études inédites ou des pages peu connues et qui méritent d'être réimprimées. C'est ainsi que nous publions aujourd'hui un article du peintre Gaston Thiesson, sur le peintre Gustave Courbet, article paru pendant la guerre, en 1916, dans la belle revue Demain, dirigée par Henri Guilbeaux, à Genève, et que ne connaissent en France que de très rares privilégiés.

Pendant une guerre le peuple est l'instrument de son gouvernement. Il réagit spontanément et devient l'ennemi passionné d'un peuple qu'il ne connaît pas. Nous ne pouvons lui en vouloir. Mais la haine que le savant, le penseur, l'artiste vouent à l'ennemi est une abdication de cette soi-disant supériorité intellectuelle qui les rend si fiers et dont l'instabilité se manifeste aux moindres événements. Seuls, pendant une guerre, quelques hommes demeurent ce qu'ils étaient en temps de paix.

Le grand peintre Courbet fut du petit nombre d'hommes qui conservèrent en 1870 leur liberté de jugement. Mêlé à la vie publique, il ne cessa d'agir, poussé par ses sentiments généreux. Nous croyons intéressant de récapituler cette phase de sa vie, qui surprend par son actualité.

La guerre éclata au moment où Courbet avait triomphé de la persistante incompréhension du public. Il aurait pu laisser passer la guerre et la Commune, et ensuite profiter de son succès ; mais il préféra combattre pour ses idées. Et si les hommes politiques qui eurent le pouvoir après la guerre le condamnèrent et avancèrent l'heure de sa mort, nous ne pouvons que nous rappeler ses dernières années avec admiration.

Quelques mois avant la guerre Courbet montra son indépendance en refusant la Légion d'honneur offerte par l'Empire. Il écrivit au ministre des Beaux-Arts que ses opinions de citoyen s'opposaient à ce qu'il acceptât cette décoration du gouvernement. Lorsque la guerre fut déclarée il voulut quitter Paris, mais dans une lettre du 9 août adressée à ses parents où il dit qu'il y a renoncé, on trouve cette phrase qui le montre engagé dans le mouvement républicain : « Nous marchons aujourd'hui sur la Chambre pour déclarer la déchéance de l'Empire ». Le 4 septembre, après la capitulation de Sedan le gouvernement de la Défense nationale remplaçait l'Empire.

Une commission qui devait surveiller les

musées fut nommée le 6 septembre par les artistes et prit Courbet comme président.

Le 14 septembre, il adressa une pétition aux membres du gouvernement dans laquelle il leur demande de déboulonner la colonne Vendôme qui, « dénuée de toute valeur artistique tend à perpétuer par son expression les idées que réprouve le sentiment d'une nation républicaine et perpétue la tradition de conquête, de pillage et de meurtre... Que le socialisme exige qu'on n'élève plus de monuments qui éternisent la haine ».

Le 23 octobre, il lut à la salle de l'Athénée une lettre adressée aux artistes allemands. Il leur rappelle les relations qu'il a eues avec eux depuis 22 ans à Francfort et à Munich et leurs vœux faits en commun pour la liberté de l'art et des peuples. Jusqu'au 23 janvier 1871, date de l'armistice, Courbet s'occupa avec les conservateurs de faire blinder les fenêtres du Louvre, du Luxembourg, du Musée de Cluny et des Gobelins.

La paix fut signée le 26 février et la Commune commença le 18 mars.

Le 16 mai, la colonne Vendôme fut abattue devant 20.000 spectateurs. Plus tard on a voulu faire peser sur Courbet toute la responsabilité de cet acte, mais il n'était pas encore membre de la Commune quand elle rendit son décret le 12 avril. Il y était dit : « La Commune de Paris, considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brutale et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente du vainqueur au vaincu, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française, la fraternité, décrète : « Article unique : la colonne Vendôme sera démolie ».

Le 23 mai se termina la résistance de la Commune. Jusqu'au dernier moment, pendant que les Tuileries brûlaient, Courbet demeura au Louvre pour préserver les collections.

Il n'en fut pas moins arrêté le 7 juin et traduit devant le conseil de guerre : « 1° pour avoir pris part à un attentat ayant pour but de changer la forme du gouvernement et d'exciter les citoyens à s'armer les uns contre les autres ; 2° pour avoir usurpé des fonctions publiques ; 3° pour s'être rendu coupable de la destruction d'un monument ».

Ce fut la dure période de sa vie qui devait se terminer par l'exil en Suisse sur les bords du Léman. Pénibles années où ce grand artiste qui avait enrichi la France de ses chefs-d'œuvre et de sa renommée fut frappé par le gouvernement et maltraité par les médiocres qui de leur vivant constituent l'élite officielle d'une nation. Pendant qu'il rédigeait, dans sa prison, un mémoire pour convaincre ses juges de ses bonnes intentions, Alexandre Du-

mas fils et Bergerat l'attaquèrent grossièrement. Lorsqu'il fut jugé, le commissaire du gouvernement, dans son réquisitoire, qualifia de stupide sa haine contre un monument élevé à la gloire de nos armes.

On le condamna à six mois de prison et il dut payer les frais du procès qui s'élevaient à 7.000 francs.

De sa prison il écrivit à une amie une lettre dont j'extrais ce passage émouvant : « Il est difficile de faire le bien, et l'on peut avoir de singulières récompenses quand on oppose l'honnêteté, le dévouement et le désintéressement à la marche égoïste de la société. J'ai été pillé, ruiné, diffamé, traîné dans les rues de Paris, de Versailles, agonisé de sottises et d'injures. J'ai croupi dans les prisons cellulaires qui font perdre la raison et les forces physiques ; j'ai couché sur la terre, empilé avec la canaille dans la vermine, transporté et retransporté de prison en prison, dans des voitures cellulaires, dans des cases où le corps ne peut pas entrer, avec le fusil ou le revolver sous la gorge, pendant quatre mois. Par surcroît de misère, nous passons à cette heure tragique des mains des républicains du 4 septembre aux repréailles des bonapartistes qui s'emparent clandestinement du pouvoir. Je ne sais si la France va subir encore l'ignominie d'un nouveau régime napoléonien : ce serait à quitter le pays et se faire Suisse ».

Quelques amis fidèles lui rendaient visite ou lui écrivaient. Le peintre Boudin lui adressa une belle lettre en son nom et en celui de Claude Monet.

Des journalistes, des caricaturistes, des écrivains l'avaient insulté, le gouvernement condamné. Aussi quand finit son emprisonnement il se crut libre. Il avait besoin « de marcher, de courir, de respirer à pleine poitrine, de se vautrer dans l'herbe, de prendre la terre à poignées, de barboter à même le ruisseau ». Il oubliait ses confrères les peintres !

Ceux-ci avaient des rancunes à satisfaire. Ils étaient jaloux de son succès et, ainsi que de nombreux amis de Courbet, ils ne comprenaient pas qu'un artiste pût s'occuper de politique. Travaillant exclusivement pour les riches et les aristocrates, ils n'admettaient pas les idées républicaines de Courbet.

Les membres du jury du Salon de 1872 refusèrent son tableau : « La femme de Munich ». Devant cette toile, Meissonier s'écria : « Messieurs, il n'y a point ici une question d'art, mais une question de dignité. Courbet doit être exclu de nos expositions. Il faut que désormais il soit mort pour nous ». Et il fit remarquer que « la femme de Munich » avait été peinte parmi les ennemis de la France.

Dans le jury nous trouvons les noms de Bonnat, J. Breton, Robert Fleury père, Rousseau, Fromentin, Vollon. Seul, Fromentin s'indigna de ce jugement, et 18 voix contre la sienne et celle de Robert Fleury approuvèrent Meissonier. La presse félicita Meissonier et Francisque Sarcey écrivit un article contre Courbet intitulé : « La grosse courge ».

Quand il se promenait, de nombreuses personnes affectaient de ne plus le connaître.

Étant de passage à Besançon, *Le Gaulois* et *le Moniteur* accusèrent le procureur général de s'être promené dans les rues à son bras : « La magistrature a d'autres devoirs dans le temps où nous vivons, que de couvrir les révolutionnaires en affichant avec eux des relations qui justifient les inquiétudes sur l'état moral de notre société ».

Le 24 mai 1875, Mac-Mahon fut élu président de la République. Le gouvernement vota la reconstruction de la colonne Vendôme et fit saisir tout ce que Courbet possédait à Paris et à Ormans.

Le 20 juillet il écrivit à une amie : « Le moment du départ est arrivé, les tribulations s'avancent et vont finir par l'exil. Si le tribunal, comme tout le fait croire, me condamne à 250.000 francs, c'est une manière d'en finir avec moi. Il s'agit maintenant de sortir adroitement de France, car après la condamnation c'est cinq ans de prison ou trente ans d'exil si je ne paye pas ». Le 22 juillet il arrivait en Suisse. Il se fixa à la Tour de Peilz, au bord du lac. Il se remit à peindre mais il ne cessa de chercher les moyens d'échapper à la nouvelle peine qu'on voulait lui infliger. Le 24 décembre il écrivit à ses parents : « Je suis toujours en pourparlers avec le gouvernement... Quand on est dans le malheur personne n'ose plus s'occuper de vous. Tous les hommes de France que je connais, tous mes amis, personne ne bouge plus. Tous ces gens mendient la République. Mon ami Jules Simon qui est président des ministres est celui qui fera le moins pour moi »...

Le 24 mai 1877 le jugement fut rendu et Courbet condamné à payer la somme de 323.000 francs qui devait servir à la reconstruction du monument.

Très vite, à la Tour de Peilz, il avait su acquérir la sympathie des habitants. Il offrit à la municipalité en hommage pour son hospitalité un buste de la République Helvétique. Le syndic lui répondit : « Nous apprécions le sentiment pour nous doux et agréable, qui a dicté votre démarche. Sur les rives du Léman vous avez joui de la paix, vous avez appris à connaître nos institutions libérales et vécu tranquille sous le drapeau de la liberté qui vous a inspiré... Nous conserverons avec soin ce monument qui dira à la postérité : « Un illustre exilé a trouvé ici le repos ».

Il mourut le 31 décembre 1877.

La renommée de Gustave Courbet comme peintre est unanimement reconnue, mais il faut que l'on sache aussi qu'il fut un homme bon et courageux. Nous ne pouvons mieux faire qu'en citant les paroles d'un de ses contemporains, le collectionneur Alfred Buyas : « Pour ceux qui connaissent les sentiments de Gustave Courbet, soit en art comme en politique, il ne saurait exister deux manières de voir quant à ses sentiments honnêtes et humains ».

G. THIESSON.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

RAYMOND LEFEBVRE

Nos camarades russes n'ont appris que très tardivement, comme nous-mêmes, la navrante nouvelle de la mort de nos chers amis Lefebvre, Lepetit, Vergeat et Toubine. Nous avons connaissance aujourd'hui seulement de l'article publié sur Raymond Lefebvre par Victor Serge. Nous le reproduisons ci-dessous.

Une nouvelle désolante nous parvient : Raymond Lefebvre a péri.

Il nous avait quittés vers le 15 septembre, vaillant, plein d'enthousiasme, d'impressions neuves et de projets, ne pensant qu'à l'action prochaine. Son voyage de retour comportait des risques qu'il acceptait avec bonne humeur. Il allait rentrer de Russie éprouvé, affermi par deux mois de contact avec les réalités puissantes de la révolution.

**

Raymond Lefebvre appartenait à la jeune génération des écrivains de la guerre ; toute une élite d'intellectuels révolutionnaires est sortie des tranchées, comprenant quelles nécessités intérieures avaient conduit la vieille société au Grand Crime et bien résolue à chercher des voies nouvelles. Dès 1917 Raymond Lefebvre, après un long séjour au front dont il revenait malade et blessé, léçœur et révolté, publiait un roman, *Le sacrifice d'Abraham*, et se classait dans le groupe de ces écrivains qui, avec Henri Barbusse, Duhamel, Martinet, Noël Garnier, Henry-Jacques, — et bien d'autres — devaient tirer la pensée française des ornières boueuses de la guerre et l'orienter, plus ou moins consciemment, vers la révolution.

Au fur et à mesure que parvenaient sur la révolution russe des informations exactes et que les masses ouvrières se pénétraient pour elle d'un plus profond enthousiasme, la jeune avant-garde socialiste à laquelle appartenait Raymond Lefebvre devenait plus nettement, plus consciemment communiste.

Pour ne pas perdre contact avec les éléments des masses les plus éprouvés par la guerre, ce groupe participait à la fondation de l'Association Républicaine des Anciens Combattants, destinée dans l'esprit de quelques arrivistes en mal de députation à leur servir de tremplin politique, mais où Raymond Lefebvre et son ami Paul Vaillant-Couturier surent accomplir une large, incessante propagande révolutionnaire, pour la Russie des Soviets d'abord, pour la formation en France d'un Parti Communiste ensuite. Raymond Lefebvre parcourut la France entière afin de parler aux soldats d'hier de la révolution nécessaire et du devoir de s'y préparer.

Ce fut son idée dominante. Nous la retrouvons

dans une brochure qu'il avait publiée quelque temps avant de se rendre en Russie, sous ce titre : *La Révolution ou la Mort*. Ce fut aussi le thème de ses meilleurs articles publiés par *l'Humanité*. Pour fonder enfin la paix, — pour sauver la race française, disait-il, la révolution est nécessaire ; en dehors d'elle, point de salut. Et pour la révolution l'organisation s'impose, forte, cohérente, internationale. Cette nette intelligence de la situation révolutionnaire actuelle avait amené Raymond Lefebvre au Comité de la 3^e Internationale et en avait fait au congrès de Strasbourg le défenseur le plus ardent de l'adhésion à l'Internationale Communiste. On se souvient que la police démocratique crut devoir l'arrêter à Strasbourg et qu'il fut question de le traduire en justice pour je ne sais quels propos subversifs.

Orateur puissant et disert, sachant à la fois émouvoir et convaincre, journaliste d'un talent littéraire incontestable, Raymond Lefebvre mettait au service du Communisme français une énergie précieuse.

**

Il vint en Russie à l'occasion du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, muni d'un mandat du Comité de la 3^e Internationale. Au congrès de Moscou il ne manqua pas de condamner en termes sévères les anciens errements de l'opportunisme socialiste français. Il préconisait l'adhésion pure et simple, sans réserves, du P. S. U. à la 3^e Internationale.

Nous n'oublierons pas sa joie presque enfantine devant les grandes scènes des fêtes de Moscou. Tandis que défilaient sous les murs du Kremlin, sur la vaste place ensoleillée, toute tendue de draperies rouges, plus de deux cent mille travailleurs, hommes, femmes et enfants, armés, heureux, acclamant les communistes étrangers. Raymond Lefebvre, vêtu d'une large blouse russe, penchait à la tribune sa grande taille, comme pour embrasser plus et plus d'espace d'un coup d'œil ; et l'on sentait bien qu'il garderait pour toujours ce souvenir.

Il emporta de Russie une riche moisson d'impressions. En Ukraine il avait visité les villes dévastées par les pogroms ; il avait vu Kharkov, Moscou, Pétrograd, s'intéressant à tout. Nous suivîmes ensemble les cercueils des Communistes finlandais assassinés. Sous les fenêtres du Palais d'Hiver, il prit la parole après ces funérailles, pour crier à la foule des soldats et des ouvriers de Pétrograd : « ... Nos ennemis peuvent tuer des individus ! nous, c'est leur classe que nous tuons ! » — Et le voici qui tombe lui aussi..

Car il est mort en communiste. Pour se tendre la main il faut, par ce temps d'abjecte dictature bour-

geoise dans toutes les démocraties du monde, que les meilleurs des militants risquent maintes fois leur liberté et leur vie. A la révolution russe et à la 3^e Internationale la France ouvrière avait déjà donné le sang de Jeanne Labourbe ; en de tout autres circonstances Raymond Lefebvre meurt vaillamment pour la même cause.

Nous saluons sa mémoire avec une profonde douleur. Mais la confiance nous reste que l'œuvre révolutionnaire de sa vibrante parole, de sa plume, de toute sa vie, sera continuée et achevée...

*
**

En même temps que notre ami Raymond Lefebvre, deux autres vaillants camarades français ont trouvé la mort. Tant qu'il nous a été possible de douter de l'étendue de la catastrophe nous nous sommes refusés à y croire. Aujourd'hui le doute n'est plus possible : Lepetit et Vergeat, délégués des Syndicats mineurs de la Seine, sont morts, eux aussi, morts pour la révolution.

Ils avaient accompli en Russie une enquête très vaste et très consciencieuse. Accueillis partout avec joie, invités au Congrès de la 3^e Internationale, ils n'avaient presque pas quitté Raymond Lefebvre. C'est enrichis d'une profonde expérience révolutionnaire, c'est complètement acquis à la révolution communiste qu'ils partirent de Russie en septembre dernier, — non sans y avoir noué de nombreuses amitiés.

Lepetit et Vergeat appartenaient à deux tendances différentes du mouvement révolutionnaire français. Lepetit, anarchiste, ancien collaborateur du *Liber-taire*, avait été longuement emprisonné pendant la guerre pour sa participation en 1917 à la propagande antimilitariste clandestine : car il avait été un des rares militants qui, à cette époque, osèrent tenter l'accomplissement de leur devoir révolutionnaire. Vergeat, syndicaliste-révolutionnaire, tour à tour collaborateur de *L'Internationale* et de la *Vie Ouvrière* était, bien que très jeune, des ouvriers de la première heure du Communisme français.

...Le deuil qui atteint ainsi les camarades français est terrible. Qu'ils sachent bien qu'il ne sont pas seuls à le porter et que tous les militants russes ou français de Russie qui ont eu le bonheur d'approcher et d'apprécier les trois chers disparus s'y associent profondément.

Aux noms des communistes français tombés sur le sol de la Russie rouge pour la révolution internationale, aux noms de Jeanne Labourbe et de Michel fusillés à Odessa, de Barberet tué au front sud, des marins français mitraillés à Sébastopol par leurs propres chefs, nous ajouterons pour ne plus les oublier, ceux de Lepetit, Vergeat, Raymond Lefebvre, péris en mer au retour d'une mission fraternelle en Russie.

Victor SERGE.

INESSA ARMAND

Inessa était parmi les membres du parti bolchevik les plus anciens, les plus dévoués et des plus éprouvés.

Issue d'un milieu bourgeois, Inessa adhéra dès les débuts de sa vie politique au mouvement révolutionnaire. Nombre de ses amis étaient socialistes-révolutionnaires mais la camarade Inessa se dévoua entièrement à la classe ouvrière et au parti ouvrier : elle adhéra au parti bolchevik. Elle joua un rôle important dans la révolution de 1905. Après la défaite de cette Révolution, Inessa Armand fut emprisonnée, puis déportée et finalement exilée. Commence l'époque terrible de la contre-révolution. C'est à ce moment que se font connaître les vrais amis de la classe ouvrière. Pas un instant Inessa ne perdit la foi. Elle contribua à la répandre chez tous ceux qui l'entouraient. Elle organisa des cercles ouvriers, collabora activement aux écoles du parti, où les organisations russes envoyaient les meilleurs militants, milita dans les rangs du prolétariat français. En 1913 elle revint en Russie où elle se consacra au travail politique illégal.

A cette époque la camarade Inessa travaille à Pétersbourg, portant à elle seule la responsabilité d'un vaste labeur. Les ouvriers n'eurent qu'à se louer d'elle.

A Pétersbourg elle fut de nouveau arrêtée. Ayant après bien des tribulations recouvré la liberté, Inessa repartit pour l'étranger.

La guerre impérialiste éclate. Faillite de la 2^e Internationale. La camarade Inessa est à son poste. Elle n'hésite pas. Elle se rend à Paris et se consacre à la propagande antimilitariste parmi les ouvriers

français (elle possédait à la perfection le français et l'anglais). Elle est une des organisatrices de la première conférence internationale des femmes ; elle représenta notre parti à Kienthal. Elle milite dans le parti suisse, elle traduit les œuvres les plus importantes du camarade Lénine et les éditions du Comité Central de notre Parti.

Révolution de février. Inessa est en Russie — à Pétersbourg d'abord, puis à Moscou, sa ville natale. Elle s'adonne fiévreusement au travail. Trois ans elle milite (principalement parmi les ouvriers) sans trêve ni repos. Elle prend part au mouvement international, écrit dans nos journaux, fait partie de la délégation envoyée en France avec le camarade Manouïlsky, assiste au premier et au deuxième Congrès de l'Internationale Communiste ; elle est l'âme de la deuxième conférence internationale des femmes.

Comme toujours elle encourage et soutient ses camarades, prête une oreille attentive à toute parole nouvelle.

Inessa est morte au Caucase d'une maladie qui aurait pu n'être pas grave. Si son organisme n'avait pas été miné par le surmenage, elle aurait certainement pu résister au mal. Mais elle ne se ménageait pas. Et ni le parti, ni ses amis ne se sont inquiétés à temps.

Les travailleurs ont perdu en elle une vaillante amie. La 3^e Internationale a perdu un de ses meilleurs combattants.

Le prolétariat international gardera pieusement le souvenir d'Inessa Armand.

MOSKVA.

Le Conseil International des Syndicats Rouges

Dans la vie du Conseil international provisoire des Syndicats rouges, on distingue deux périodes : celle de l'organisation et celle de la lutte.

Les tâches fondamentales du Conseil déterminent le caractère général de son travail. La création d'un appareil destiné à préparer la convocation de la première conférence des éléments révolutionnaires du mouvement syndical, telle est la tâche assignée au Conseil dès la première délibération, où les camarades italiens et anglais, de concert avec les représentants du Conseil Central panrusse des Syndicats, traçaient définitivement les contours généraux de la nouvelle organisation internationale.

La lutte contre Amsterdam, telle est la seconde tâche (étroitement liée à la première) générale du Conseil. Dans les deux domaines, dans la sphère de l'organisation et dans celle de la lutte contre Amsterdam, les derniers mois ont apporté des changements notables.

Nul n'ignore que le Conseil International ne représente pas uniquement une organisation des centres syndicaux. A l'encontre d'Amsterdam, qui jusqu'aux derniers temps limitait le nombre de ses membres (seuls la Fédération des Trade-Unions anglaises, les Confédérations du Travail française et italienne, ainsi que le Conseil Central Panrusse des Syndicats, qui eut l'extrême honneur d'être au nombre des organisations reconnues par Amsterdam), le Conseil International a recruté des adhérents dans les syndicats locaux, dans les fédérations industrielles, dans les centres syndicaux.

Le Conseil a construit son appareil conformément à ce principe d'organisation. Unifiant des éléments révolutionnaires, il devait nécessairement créer non pas une fédération formelle, mais un organe plus ou moins centralisé, apte à diriger le travail de tous les syndicalistes, ayant adopté son programme. Il en découle la création d'un Conseil où sont représentées toutes les organisations qui se solidarisent avec les idées et principes du Conseil International. En résulte également la formation du Bureau Exécutif, contrôlant directement tout le travail des organisations révolutionnaires dans tous les pays du monde.

Afin que le Bureau Exécutif soit capable d'accomplir un travail aussi vaste, son mécanisme fut construit d'après le principe des sections. Chaque membre du Conseil est chargé de la direction immédiate du travail dans un groupe déterminé de pays : tous les matériaux disponibles sont concentrés dans sa section.

On compte actuellement cinq sections (romane : France, Italie, Espagne, Belgique et autres pays romans ; germanique : Allemagne, Autriche, etc. ; ensuite : anglaise, américaine et orientale). Elles ont pour tâche de préparer les matériaux pour le travail dans chaque groupe de pays ; d'établir les liens d'idées avec les organisations respectives ; de contrôler constamment le travail des représentants locaux du Conseil International. L'activité des sections est contrôlée par le Bureau Exécutif, qui leur donne des directives déterminées, tant par son initiative que sur proposition du membre du Conseil, dirigeant la section respective.

Puisque la pratique seule peut déterminer les

limites de la compétence et le caractère réel du travail, les sections dont l'organisation est loin d'être achevée, n'ont pas encore réussi à définir nettement leur physionomie. L'activité actuelle des sections démontre clairement toute l'opportunité des principes qui sont à la base du plan d'organisation du Conseil International.

Le Bureau Exécutif utilise dans son travail non seulement les sections, mais aussi les Bureaux de propagande établis par le Conseil dans différents pays ou dans les groupes de pays, partant du principe territorial, adopté par le centre. Plusieurs bureaux de propagande sont organisés. Le Bureau oriental de Bakou fut l'un des premiers. Ce bureau dessert la Turquie, l'Azerbeïdjan, la Perse, la Géorgie et l'Arménie. Il a déjà accompli un travail préparatoire considérable. Bien que le mouvement syndical de ces pays soit insignifiant, le travail du Bureau oriental y a trouvé immédiatement un terrain propice. Un membre du Conseil, envoyé en Orient, profitant du premier Congrès du Parti Communiste turc (15 septembre 1920), a convoqué à Bakou une conférence des membres syndiqués du Congrès.

Cette conférence a eu lieu le 18 septembre. Trente camarades, représentant 25.000 ouvriers organisés de Turquie, y ont pris part. La conférence porta naturellement un caractère d'information ; elle éclaira la situation générale de la Turquie. Le tableau tracé dans les rapports locaux indique nettement que le terrain y est propice au travail du Conseil International des Syndicats Rouges. Des rapports de Kalib-Ogli-Khan, il résulte que le Congrès de Syndicats turcs (dès 1920) a pris la décision de se séparer d'Amsterdam et de chercher un rapprochement avec Moscou. La guerre et la débâcle économique ont modifié les dispositions de la classe ouvrière ; en outre, un grand nombre d'ouvriers turcs sont entrés en relations avec le mouvement syndical de l'Europe Occidentale. Telle est la cause de l'impulsion qui les porte vers le centre de la révolution mondiale. Sous l'influence de tous ces facteurs, les ouvriers turcs ont commencé à créer des syndicats et se sont séparés du réformisme et de l'opportunisme (1).

Cette assemblée a décidé de convoquer immédiatement une conférence spéciale de tous les syndicats turcs afin d'élaborer un programme unique, d'élire un centre dirigeant et de désigner les délégués à la prochaine Conférence internationale des Syndicats. Un bureau organisateur de cinq camarades a été élu pour la propagande parmi les ouvriers et pour la préparation de la Conférence pan-turque, fixée conditionnellement au 15 décembre. Le travail du Bureau Oriental ne se borne pas à créer des liens avec les syndicats turcs. Bien qu'il n'y ait pas en Perse de mouvement syndical, le Bureau (par l'intermédiaire du Parti Communiste de l'Iran) est cependant entré en relations avec

(1) Pendant la guerre les travailleurs turcs étaient envoyés en foule en Autriche et en Allemagne pour y être employés dans les usines de guerre où ils entrèrent en contact avec les spartakistes et subirent fortement leur influence. Nous noterons ici que même des officiers turcs subirent cette influence, assez profondément pour devenir par la suite des propagandistes du communisme et de la lutte des classes.

les ouvriers persans. La Perse, pays à demi féodal, présente d'ailleurs des conditions propices à l'organisation des syndicats. La bourgeoisie commerçante y est à la veille de passer à la production manufacturière. La politique coloniale des puissances impérialistes a complètement anéanti les métiers persans et facilité la formation du prolétariat parmi lequel sont recrutés les salariés des entreprises capitalistes naissantes. Il n'est point impossible d'organiser les mi-prolétaires avant que le mode de production capitaliste ne soit définitivement constitué.

On peut également organiser les cheminots et autres éléments prolétaires nettement différenciés. Il en existe actuellement à Tabriz et à Téhéran, où ils forment quelques syndicats (au reste impuissants) des cheminots et des typos. Le Bureau oriental a délégué dans ces villes quelques camarades qui y instituent des bureaux régionaux, envoient des instructeurs dans les autres villes importantes de Perse et organisent des syndicats. En dehors du Bureau Oriental, des organes analogues ont été créés par le Conseil International en vue d'une propagande en Amérique, en Angleterre, en Extrême-Orient et, tout dernièrement, en Allemagne. Quant à la création de ces bureaux, le Conseil International a adopté le principe suivant : le centre désigne un groupe de camarades (envoyés du centre ou choisis parmi les militants locaux) pour diriger la propagande selon les principes du mouvement syndical international. Ces camarades, responsables devant le Bureau Exécutif, sont chargés de la convocation des conférences spéciales et de la propagande de la lutte révolutionnaire de classes. Il va de soi que jusqu'à la convocation de la première Conférence internationale des Syndicats Rouges, toute l'organisation du Conseil International porte un caractère provisoire. Mais l'accomplissement de ces tâches (préparation et convocation de la Conférence internationale, et lutte contre Amsterdam) requiert non seulement un travail intense des sections et des bureaux isolés de propagande, mais aussi l'existence d'un appareil central. Deux sections du Conseil International se sont formées dernièrement. Leurs tâches sont : diriger la propagande et nouer des relations. La section d'édition projette, en dehors d'un bulletin périodique dont le premier numéro est sous presse, la publication de brochures sur le mouvement professionnel international et ses principes révolutionnaires. Deux séries de ces brochures vont paraître ; la première traite des questions générales du mouvement syndical (*Principes d'organisation des syndicats* : Tomsky ; *Principes de la politique des tarifs* : Schmidt ; *Le Conseil international des syndicats professionnels et industriels* : Losovsky). La brochure de Losovsky (traduite en anglais) vient de paraître en Norvège ; celle de Tomsky paraîtra bientôt en Allemagne (en langue allemande) et en Russie (en français). La deuxième série de brochures est consacrée à l'histoire et à la pratique des syndicats russes. La brochure publiée par le Comité Central des syndicats des métallurgistes est le type de ces éditions. Afin d'utiliser rationnellement les ressources de la propagande, le Conseil charge les militants responsables, délégués dans différents pays, de la publication des matériaux d'importance locale. Ainsi le représentant du Conseil International envoyé au Congrès des Syndicats bulgares, a publié deux brochures en Bulgarie : *le Conseil International et les Comités d'usine et le contrôle ouvrier*. La délégation russe des syndicats qui vient de visiter la Norvège et l'Allemagne a publié un nombre considérable de brochures et de proclamations,

surtout pendant son séjour à Berlin. La section des relations créée dernièrement est surtout un appareil technique destiné à préparer la prochaine Conférence Internationale. En rapport avec la nouvelle tactique de l'Internationale jaune (les jaunes tendent de rallier non seulement les centres, mais aussi les fédérations industrielles isolées), une nouvelle tâche se pose devant la Section des relations. La tactique des jeunes se fait sentir dans la résolution de la Conférence Internationale des ouvriers chimistes sur l'adhésion à Amsterdam. La Fédération Internationale des Chimistes avait toutefois eu un penchant pour les tartufes du mouvement professionnel, si bien représentés à Amsterdam. C'est pourquoi la résolution du Congrès, où les représentants du Conseil Central des chimistes n'ont pas été admis (le gouvernement hollandais y a contribué en refusant les passeports aux délégués russes), ne présente rien d'extravagant. Elle est très caractéristique et montre nettement la tendance d'Amsterdam de soumettre à son influence les Fédérations d'industrie, même isolées. Une information exacte des fédérations de l'Europe Occidentale sur la nature et les tâches du mouvement professionnel révolutionnaire mondial et russe est l'unique moyen de combattre cette tendance : Les masses ouvrières européennes sont insuffisamment informées sur le mouvement russe, et cette ignorance est l'arme la plus terrible d'Amsterdam. Dans son argumentation, Amsterdam dénature souvent les principes du mouvement professionnel russe. Pour atténuer la force des arguments, la section des relations du Conseil International doit établir des liens entre les syndicats russes et ceux d'Europe. C'est ce qu'elle fait à l'heure actuelle.

Une Conférence spéciale, convoquée par la section des représentants du Comité Central des syndicats d'industrie russes, a décidé que la Section des relations prêterait son aide aux syndicats russes dans leurs relations avec les syndicats étrangers. La Conférence a donné des formes concrètes à cette convention, passée avec la Section des relations et avec les syndicats européens.

Les visites des diverses délégations, dont l'importance est énorme (en ce qui concerne les relations avec le mouvement syndical des différents pays), sont des événements directement rattachés à l'activité du Conseil et non au travail de ses sections. La visite de la délégation britannique (mai 120) a contribué à la cristallisation définitive de l'idée de formation d'un nouveau centre du mouvement professionnel international ; l'arrivée des délégués de la Confédération Italienne du Travail a créé la possibilité de donner à cette idée des formes d'organisation ; celles des autres représentants du mouvement syndical étranger ont renforcé et précisé la tâche du Conseil International. Nous devons souligner ici l'importance de la visite des représentants du Conseil des Syndicats de Berlin. Avant le voyage des délégués berlinois, les relations du Conseil International avec l'Allemagne étaient très précaires. Il est vrai qu'à nos délibérations avec les industrialistes et les syndicalistes (au cours desquelles les cadres du Conseil International furent considérablement élargis par l'adhésion des I. W. W., Confédération Nationale du Travail des syndicalistes d'Espagne et d'autres organisations) participait le camarade Strum, qui nous avait fait part de l'adhésion des syndicalistes révolutionnaires allemands. Quelques chiffres que l'on donne pour évaluer la puissance des syndicats allemands, il est hors de doute que les tendances syndicalistes ne leur sont nullement propres. Les « Gewerkschafts » et leur centre, et même « l'Union Générale Ouvrière » et les « Unions Li-

bres d'Allemagne », n'étaient pas en relations avec le Conseil International. Ainsi, les couches profondes de la masse syndicaliste allemande se trouvaient en dehors de notre sphère d'influence. L'arrivée des camarades Rusch, Tcherni, Schumaker, créa des liens entre les syndicats allemands et le Conseil International. Nous devons ajouter que la première impression produite par la délégation ne fut pas favorable. Rusch, Tcherni et Schumaker étaient visiblement venus à Moscou en qualité d'« enquêteurs impartiaux », prédisposés à juger et condamner l'œuvre du prolétariat russe ; ils étaient chargés de se « renseigner » et non de nouer des relations. On le sentit particulièrement le 10 septembre, lors de la délibération des délégués et du Bureau du Conseil Central Panrusse des Syndicats. Rusch, Tcherni, Schumaker, et surtout le premier d'entre eux, répondirent évasivement à nos questions sur l'attitude des Allemands à l'égard du programme et de l'activité du Conseil International. Après la délibération, Rusch refusa son concours au Conseil International, même en ce qui concerne la distribution de la littérature. Il était évident que la délégation berlinoise ne voulait pas, pendant son séjour en Russie, se lier en aucune manière. Ce qui suggéra au Conseil syndical de Moscou l'idée de mettre les points sur les « i ». « Malheureusement, dit le message du Conseil de Moscou aux ouvriers berlinois, les représentants des syndicats berlinois, exprimant dans leurs discours à notre Congrès provincial des syndicats leur sentiment de solidarité, se sont montrés peu disposés à adhérer au Conseil International des Syndicats. De plus, n'étant pas décidés (pour des considérations purement formelles) à adhérer officiellement à l'Internationale des Syndicats Rouges, ces représentants allemands ont répondu à la demande du camarade Tomski, qui les invitait à prêter au Conseil International leur concours, pour répandre parmi les ouvriers sa littérature. Il nous est difficile de comprendre cette sympathie platonique et le formalisme par trop sévère des syndicalistes berlinois ». Le manifeste du Conseil précise plus loin : « Nous vivons à une époque de terrible lutte des classes. Le monde bourgeois sent l'approche de sa fin, mais ne veut pas capituler sans combat. La majorité des dirigeants des partis politiques et des syndicats se sont placés pendant la guerre, de façon avouée ou non, du côté de la bourgeoisie. Dans ces conditions, l'action de la classe ouvrière, qui a pour but de terrasser ses oppresseurs séculaires, est excessivement difficile; elle se complique encore par la politique de ses anciens dirigeants, qui étouffent l'élan révolutionnaire des masses et en substituent le réformisme et la collaboration avec la bourgeoisie. Au moment décisif, le prolétariat a besoin d'un quartier général révolutionnaire. Aussi la tâche principale du Conseil International est-elle de rallier tous les éléments prolétariens révolutionnaires, afin de créer un puissant bélier qui fera crouler les murailles de la citadelle capitaliste. Pour vaincre les capitalistes et leurs laquais réformistes, l'union de tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical est indispensable. L'hésitation de quelques-uns de vos dirigeants est non moins funeste à la cause de la révolution ouvrière qu'une trahison ouverte. Ouvriers révolutionnaires d'Allemagne, vous devez décider : Moscou ou Amsterdam. Le Conseil des Syndicats de Moscou a la certitude que votre décision révolutionnaire obligera vos dirigeants de suivre la voie de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Les hésitations de Rusch, Tcherni et Schumaker ne durèrent que pendant leur séjour à Moscou ; ils étaient, en effet, obligés de se conformer aux

directives du Conseil berlinois. De retour à Berlin, tous les membres de la délégation, et même Rusch, qui faisait partie de la droite des Indépendants, annoncèrent leur adhésion au Parti Communiste. Ils font actuellement une propagande intense en faveur des principes du Conseil International.

Le Conseil International a reçu, le 15 octobre, la visite d'une importante délégation tchéco-slovaque et roumaine. La plus grande diversité d'opinions se faisait jour parmi ses membres. Le président des Tchéco-Slovaques, le camarade Dunder, et ses collègues Pollak et Pittak, avaient été des adversaires du pouvoir soviétique. A côté des représentants de l'extrême-droite, il y avait, par contre, des éléments de gauche. La fraction slovaque de la délégation était, par exemple, uniquement composée de gauches. La délégation roumaine avait le même aspect. « Nous ne doutons pas, disait le président de la délégation roumaine, de l'orientation que doit suivre le mouvement ouvrier roumain. A la veille de notre départ, on préparait les Congrès du parti et des syndicats. Nous les avons expressément remis afin de visiter la Russie et d'y décider définitivement de notre adhésion à l'Internationale Communiste et au Conseil International des Syndicats. Les résultats des deux Congrès ne sont pas douteux. » On peut juger de l'attitude de la délégation roumaine par son refus de participer à la Conférence de Washington (celle du Bureau de Travail près la Société des Nations) et d'adhérer à la Fédération syndicale d'Amsterdam. Cette délégation a témoigné ainsi de sa solidarité à l'égard de la classe ouvrière russe. Sa droite même promettait de soutenir le nouveau centre du mouvement professionnel révolutionnaire. Le camarade Dunker se chargea de la propagande active en faveur de l'adhésion de tous les syndicats tchéco-slovaques au Conseil International des Syndicats Rouges. A part les Berlinois, les Tchéco-Slovaques et les Roumains, de nombreux délégués ont visité le Conseil International. Et nous avons pu, chaque fois, noter les mêmes résultats : l'accroissement de l'influence du Conseil, l'adhésion de nouvelles organisations. Un autre fait se dégage du processus de la lutte du Conseil International contre Amsterdam : l'influence immense exercée par le Conseil sur le prolétariat européen. L'absence même de liens d'organisation ne présente point un obstacle sérieux. Ni le Congrès d'Orléans (C. G. T. Française), ni le Congrès des Syndicats grecs, ni celui du Centre syndical de Bulgarie, n'ont été en relations d'organisation avec le Conseil International. Notre influence s'y est pourtant fait sentir. Il s'est formé au Congrès d'Orléans une minorité solide et compacte qui sympathisait avec le Conseil International. Cette minorité a créé au sein de la Confédération son organisation propre (forte au Congrès de plus du tiers des délégués) et formé des noyaux minoritaires dans toutes les branches du mouvement professionnel français. Les syndicats grecs se sont prononcés à l'unanimité pour l'adhésion à la 3^e Internationale et pour la plate-forme du Conseil International des Syndicats. Enfin, le Congrès des Syndicats de Bulgarie, qui a accueilli chaleureusement le Message du Conseil International, a sanctionné l'adhésion à l'Internationale rouge des Syndicats. Ces trois épisodes ne présentent rien d'exceptionnel. Il suffit de parcourir la presse allemande, française, italienne, etc., pour se rendre compte des débats passionnés que soulève dans le monde syndical la question : Amsterdam ou Moscou ?

Cette fermentation est à la fois la justification et le stimulant de l'œuvre du Conseil International des Syndicats rouges.

V. YAROTSKY.

Pages écrites en Prison

Nous continuons ici la publication des petits articles inédits écrits par Karl Liebknecht en prison pendant la guerre, et dont nous avons donné quelques-uns dans le précédent numéro. Ainsi que nous l'avons dit déjà, Liebknecht, au moment où il transcrivait ainsi ses impressions, ne lisait les journaux qu'avec une semaine de retard et le dimanche seulement. Il ne connaissait des événements que les renseignements et commentaires officiels donnés par la presse. Nous terminerons dans le prochain Bulletin la publication de cette première série de notes de Liebknecht.

Sans titre

J'écrirais volontiers quelques lignes de plus sur la situation dans la flotte allemande.

La situation des amis de Haase qui, au lieu de répondre à une agression par une offensive énergique, au lieu d'entreprendre une large contre-attaque politique, ont reculé jusqu'à des positions piètrement défensives et ont mis en jeu des finasseries d'avocats, me paraît digne de pitié. Ils ont livré (malgré quelques phrases de réserve) les marins allemands révolutionnaires — héroïque avant-garde, portant l'idéal de la révolution allemande. — Ils ont manifesté leur sympathie envers la révolution russe, en la bombardant de clichés sur « le plus grand événement du siècle », au lieu d'appeler, du haut de la tribune du Reichstag, les masses à la révolution, à l'offensive politique. Cette lamentable attitude de l'opposition la plus radicale du Reichstag a affermi les positions de l'impérialisme allemand, bien que le chancelier Michaelis ait fini par trébucher sur l'obstacle insignifiant dressé devant lui. Plus : le départ de ce chancelier, dont la présence était reconnue complètement impossible par la *Deutsche Tageszeitung*, le départ de cet homme d'Etat, dont on ne pouvait même plus faire un figurant, et la formation du cabinet Hertling ne signifie que l'assainissement impérialiste de l'Allemagne. Et n'est-ce pas pour le gouvernement le plus grand succès que de voir les amis de Haase tomber assez bas pour mériter la bienveillance, voire la compassion des Scheidemann, auxquels va la sympathie des Müller, des Mettinger, des Naumann et *tutti quanti* ?

Sans titre

La faible menace d'une grève générale des masses, encore située dans les limbes de l'avenir de l'Internationale, formulée par Ledebour, ne change rien. Elle souligne plutôt notre conclusion : manque d'initiative, manque de résolution, manque de forces, manque de tout ce qui est nécessaire.

La méthode Eichorn-Mumm

(Début de mai 1918)

La Prusse allemande constitue certainement un organisme particulier qui, en politique étrangère, est en quelque sorte « hors de pair » et ne peut que se surpasser lui-même. Par exemple, il y réussit toujours, c'est-à-dire qu'il nous arrive toujours de penser que l'extrême limite est cette fois atteinte et d'avoir à contenir notre indignation, par crainte de ne plus trouver les mots pour l'exprimer.

L'avance allemande en Ukraine a été, dès le commencement, une insigne fourberie. Or, elle se développe chaque jour et devient la plus grande infamie.

Cette occupation, justifiée par des mandats en partie contrefaits, cette intervention hypocrite, accomplie sous le manteau de l'amitié et précédée d'ailleurs de chantage, cette intervention qui a pour but de prendre notre ami par surprise et de lui sauter à la gorge, de le bâillonner et de le piller, n'a d'analogue que dans l'histoire de la Prusse : dans l'agression contre la Pologne, commencée en 1792.

La paix de Brest-Litovsk n'est pas une paix, puisque, directe ou non, la guerre contre la grande Russie continue dans les provinces baltiques, en Finlande, en Ukraine, en Crimée, dans le bassin du Don, au Caucase et en Orient. Qui sait ? Elle continuera peut-être bientôt sous les murs de Moscou, et peut-être aussi verrons-nous bientôt le cercle de fer se fermer sur le littoral de la mer Noire, tandis que recommencera une nouvelle campagne d'Alexandrie, avec un passage des Alpes (du Caucase) à la manière d'Annibal, de César et de Napoléon. La guerre continue. Elle entre seulement dans une phase nouvelle, révolutionnaire. La paix de Brest-Litovsk n'a été, dès les premiers jours, qu'une manœuvre stratégique et politico-économique de l'Allemagne pour achever de ruiner la résistance de la Russie et aplanir la voie devant les armées d'invasion et de pillage, prêtes à commencer de grandioses campagnes, mais dont il s'agit de réduire le plus possible les sacrifices. La Rada de Kiev n'a été créée que dans ce but. Et sitôt que ce gouvernement fictif cessa de remplir son office, il fut renversé non pas parce qu'il était impuissant, mais parce qu'il commençait à grouper ses forces propres et à les faire agir. Tout ceci est maintenant évident ; on le reconnaît même avec cynisme. Telle est, semble-t-il, la paix allemande modèle, basée sur un accord à la Kuhlmann-Erzberger-Scheidemann — paix que nous accorderions aussi à nos autres ennemis s'ils le désiraient. Les peuples de l'Entente savent maintenant à qui ils ont à faire et ce qu'ils doivent attendre du désir de paix de l'Allemagne. Et les Etats neutres savent ce qui les menace, ce que signifie pour eux l'hégémonie allemande, l'amitié allemande. Le peuple allemand et les peuples de la quadruple alliance ont reçu une nouvelle leçon sur les avantages de leur victoire et les causes de la prolongation indéfinie de la guerre. La paix est faite avec l'Ukraine, et nous la ravageons par le fer et le

feu; et nous la pillons, et nous y pendons, et nous y étouffons tout ce qui résiste. La paix est faite avec l'Ukraine, et cela veut dire qu'elle est occupée et conquise; nous reconnaissons son indépendance et son autonomie, et cela veut dire qu'elle est sous la botte de nos gendarmes et de nos policiers, cela veut dire que la dictature militaire de la Prusse, le Code militaire appliqué par les tribunaux allemands, pèsent sur elle. Nous reconnaissons son indépendance et son autonomie, et nous arrêtons son gouvernement comme une bande de malfaiteurs. Et pour comble, après toutes ces vilenies, ces violences, ces exactions, après tous ces brigandages, ces assassinats, ces incendies, nous exigeons de l'Ukraine, trompée, violente et mise à sec, qu'elle nous verse une indemnité!

Devant ces événements et grâce à l'expérience de la vie intérieure du pays — état de siège, mesures concernant le droit de vote, impôts nouveaux, etc. — l'observation que nous avons faite naguère sera probablement plus intelligible: la victoire des maîtres actuels de l'Allemagne, fatale pour le peuple allemand, serait un malheur pour le monde.

Toutes ces infamies se paieront. Elles portent leur châtement en elles-mêmes. Le poing sanglant du militarisme allemand ne fera jamais la paix; jamais ni l'Orient, ni aucune autre partie du monde ne trouvera la paix sous le joug de la soldatesque allemande. L'impérialisme allemand ne peut en aucun cas opprimer longtemps des centaines de millions d'Européens. Il ne peut mettre un gendarme à côté de chaque Polonais, de chaque Letton, de chaque Esthonien, de chaque Ukrainien, de chaque Russe, de chaque Roumain, de chaque Hongrois, de chaque Serbe, Slovène, Bulgare, Turc, etc. Les esprits fermentent partout. Nombreux sont déjà les points où toute la fragilité de base de cette politique de violence, qui fait si bien le jeu du militarisme de l'Entente, apparaît à notre évidence. Cette politique nous a fermé le chemin de la Perse et de l'Afghanistan, au lieu de nous l'ouvrir; elle a mis le monde entier contre l'Allemagne, elle est un danger croissant pour l'existence même de la quadruple alliance.

Que de substances inflammables se sont accumulées dans les régions occupées! On peut en juger par les récents événements d'Ukraine, qui ne sont rien de plus que la révolution des masses du pays contre l'intervention — c'est-à-dire contre la dictature allemande. C'est la continuation ou le recommencement de la guerre sous des formes révolutionnaires, l'insurrection contre l'hypocrite envahisseur allemand; c'est un mouvement si spontané, si général, que même les créatures germanophiles de la Rada n'ont pu lui refuser leur concours. C'est la révolte des organes d'administration contre le pouvoir exécutif. Et nous voyons d'une part l'insurrection des masses contre l'armée allemande d'occupation et de l'autre la contre-révolution, le coup d'Etat savamment préparé par le maréchal Eichorn, qui a su utiliser à ses fins les gros capitalistes et les gros propriétaires fonciers, auxquels semblaient dangereuses les voies d'une Rada à demi-socialiste, mais qui ne seront pas pour cela des pantins bénévoles aux mains de la soldatesque allemande. Le coup d'Etat allemand avait pour but d'affermir la puissance germanique; on avait aussi en vue des buts plus éloignés, dont nous avons déjà parlé, et aussi des tâches impérieuses: le pillage économique d'un malheureux pays et la conclusion de la paix entre l'Ukraine et la Russie, cette paix devant trancher les questions des frontières et décider des destinées ultérieures de l'Ukraine. Il s'agissait d'en

dicter le traité de Berlin, car on ne se fiait plus à la Rada. Nous ne doutons pas que l'honorable couple Eichorn-Mumm ait mis en jeu toutes les formes de mensonge, de l'intrigue, de la séduction, de la provocation policière, pour donner un prétexte immédiat à l'intervention. Et les fausses nouvelles de source allemande ne donnent de l'importance et des formes de l'insurrection ukrainienne, dès avant le coup de force, qu'une image très déformée. Mais que les petits paysans, les travailleurs des campagnes, comme le prolétariat des villes, c'est-à-dire l'immense majorité du peuple ukrainien, aient résisté avec acharnement, dès les premiers jours, à nos armées d'occupation, — que cette résistance ait été sans cesse plus large et plus profonde, — que le pays tout entier ait été en état d'insurrection ouverte ou latente, voilà ce dont on ne peut plus douter.

Si même toutes les feuilletonnesques histoires, servies à ce moment au peuple allemand, ne contiennent pas un mot de vérité, cela demeure vrai. La Rada et son gouvernement attestent que même les milieux qui, pour des raisons d'ordre social, ont désiré l'intervention et l'ont facilitée, ont ensuite adopté, sous l'influence de l'invasion et malgré la continuation de la révolution sociale, un autre point de vue. L'impérialisme allemand, appelé au secours comme un allié de classe contre un ennemi commun, s'est révélé exploiteur, oppresseur et brigand, même à l'égard de la bourgeoisie ukrainienne et dans de telles mesures, que le contre-poison impérialiste est apparu à la bourgeoisie comme plus dangereux que le poison dont elle voulait se débarrasser.

Sur la Russie

(Début de mai 1918)

Une chose est nécessaire à nos amis de Russie, une chose est nécessaire au pouvoir des soviets dans sa situation actuelle — nécessaire plus que toute autre: créer au plus tôt des forces combattantes sûres et suffisantes pour repousser tout d'abord l'impérialisme allemand, pour se libérer de son étreinte, pour offrir enfin à l'Ukraine, à la Finlande et aux autres pays limitrophes un ferme appui, et préparer ainsi la cristallisation de la Russie sur des bases fédératives. Pour assurer la durée de la société socialiste, pour lui garantir la possibilité d'accomplir ses grandes réformes, afin qu'elle puisse servir de modèle et être utile au prolétariat des autres pays, en préparant consciemment la révolution mondiale, sur le chemin de laquelle l'impérialisme allemand est le premier et le plus grand obstacle, une chose est nécessaire avant toute autre aux Soviets russes: ils n'ont besoin ni de manifestation, ni de solennités décoratives, mais de la force physique, réelle, sûre. Pour la créer, il faut, il est vrai, outre de l'énergie, de l'intelligence et du temps: de l'intelligence, pour gagner le temps, dont la plus grande et la plus prévoyante énergie humaine a besoin (1).

Le dilemme de l'impérialisme

(Mai 1918)

L'exploitation des Etats et des peuples est, autant que l'exploitation de classe capitaliste, la caractéristique de l'impérialisme, capitalisme qua-

(1) Au revers de cette feuille, Liebknecht a écrit: « Bien des choses se sont encore perdues, surtout de celles qui concernent la Russie! »

lifié qui se distingue ainsi du capitalisme ordinaire dont l'exploitation de classe est tout le domaine. Dans l'impérialisme, le fait social devient étatique et national, les antagonismes de classe deviennent antagonismes sociaux, entre des pays entiers et des peuples. Mais, ces antagonismes sont cependant beaucoup plus faibles que l'antagonisme des classes, lequel subsiste et se mêle souvent à eux, toujours soumis à l'influence nivelatrice du développement capitaliste, dont la conséquence est bien plutôt l'accentuation du caractère international du capital et du travail. En tout cas, autant ces antagonismes d'Etats donnent à la lutte du capital pour les bénéfices une teinte nationale, autant ils le divisent en camps opposés, et autant ils internationalisent, unissent et resserrent les rangs du prolétariat pour son combat contre l'exploitation. Grâce à cet antagonisme, on comprend que les pertes de l'Etat exploité et les bénéfices de l'Etat exploitateur se partagent entre les classes selon le principe capitaliste, c'est-à-dire que les classes dominantes de l'Etat exploité se trouvent être, à la fin des fins, alliées et complices des classes dominantes de l'Etat exploitateur.

Mais la question de savoir si les peuples exploités sont de façon ou d'autre, soit politiquement, soit internationalement, rattachés à l'Etat exploitateur — s'il y a un processus de formation et d'utilisation du capital à l'intérieur d'un système d'Etat impérialiste fermé, — s'il s'agit d'une violence pacifique, ou armée — cette question est purement formelle. On ne peut tracer de limites entre l'impérialisme pacifique et militaire.

L'antagonisme entre différents groupes impérialistes s'exprime seulement, par la concurrence pour l'exploitation des richesses et des avantages naturels (tels que le climat), des valeurs de la culture humaine, — main-d'œuvre et marchés des peuples étrangers, — des sphères d'influence internationales juridiquement reconnues, — est encore en relation avec l'exploitation des pays compris dans cette sphère d'influence. Cette concurrence se produit tant à propos de territoires annexés à l'Etat exploitateur (colonies, protectorat à l'égyptienne), qu'à propos de l'exploitation des nations impérialistes et dominantes elles-mêmes, dans laquelle il s'agit toujours des richesses naturelles, des avantages climatériques, des valeurs de culture sociale, de main-d'œuvre et de marché.

La lutte impérialiste atteint son apogée, lorsque se produit un conflit entre différents groupes d'Etats impérialistes, pour la décision de cette question ; lequel évincera l'autre ou les autres, de la domination sur le reste du monde, lequel les soumettra eux-mêmes et s'en fera un objet d'exploitation. Depuis longtemps déjà, cette lutte a commencé ; le conflit d'intérêts qui en est la base, a été depuis le premier jour inséparable de l'antagonisme impérialiste. Cette lutte prime d'autant plus, qu'il y a moins de possibilité d'expansion extérieure.

La solution du problème finit par devenir l'objet exclusif de la rivalité impérialiste. Elle atteint alors ses formes dernières, en même temps que l'impérialisme atteint le terme de son évolution, car il ne peut vivre sans trouver de débouchés à l'extérieur, et car il en meurt : comme la flamme s'éteint après avoir consumé les substances qui l'alimentent et qui sont la condition même de son existence. Le déclin du soleil de l'impérialisme commence au moment précis où il atteint son zénith.

Les divergences d'intérêts en matière de pro-

duction et de vente, le danger résultant de la nécessité de tuer, pour les intérêts mêmes de la production, la poule aux œufs d'or, ont pour résultat l'impossibilité pour l'impérialisme d'exister, quand il a des concurrents prospères ou quand il n'en a pas. Telle est la contradiction intérieure qui lui est propre. La concurrence capitaliste est une concurrence pour des possibilités de bénéfices. Le propre du capitalisme, c'est l'exploitation de la main-d'œuvre ouvrière et l'accumulation des capitaux. La concomitance de ces deux facteurs produit un double résultat : tendance à l'accroissement territorial des Etats et nécessité d'élargir les domaines d'expansion capitaliste, industrielle et commerciale.

S'il s'agissait seulement de l'exploitation et non de l'accumulation des capitaux, les capitalistes consommeraient leurs bénéfices, la production et la consommation seraient égales ; s'il s'agissait, au contraire, de l'accumulation seule, ce qui ferait perdre à l'exploitation son caractère capitaliste, les produits accumulés du travail seraient à la disposition des producteurs, et la consommation correspondrait également à la production. Mais, comme l'exploitation suppose l'impossibilité pour les producteurs de consommer tout ce qu'ils produisent, comme l'accumulation suppose que les capitalistes ne dépensent pas tous leurs bénéfices, mais en ajoutent peu à peu une partie à leurs capitaux placés dans la production, il arrive que les produits du travail ne sont pas même consommés intégralement par les exploitateurs et les producteurs pris ensemble, et qu'une partie doit en être vendue sur des marchés, situés en dehors de la sphère de production ; et c'est précisément cette partie qui est appelée à fournir le bénéfice en argent, destiné à s'ajouter au capital placé dans la production.

Mais où les produits accumulés peuvent-ils être écoulés ?

S'il ne s'agissait pas d'accumulation, mais seulement d'exploitation, le besoin de nouveaux marchés d'écoulement de produits ne se ferait pas sentir, la quantité des articles destinés à la vente n'augmentant pas. Et il n'y aurait pas non plus de besoin d'augmenter les réserves de matières premières, les moyens de production, etc., la production demeurant stationnaire. Si, au contraire, il s'agissait d'accumulation sans exploitation, le surplus des articles serait consommé par les producteurs eux-mêmes, le besoin croissant de matières premières pourrait être satisfait par leur propre territoire économique et aussi par les inventions et les découvertes nouvelles faites sur d'autres territoires. Mais, même dans ce dernier cas, la sphère de production ne s'élargirait pas, la possibilité de l'exploitation, condition première de l'économie capitaliste, étant exclue.

Il convient de distinguer l'exploitation dans le domaine de la production (au cours du processus même de la production), et l'exploitation dans le domaine de l'écoulement des produits.

La lutte impérialiste se poursuit pour ces deux domaines, et aussi pour l'utilisation des richesses et des avantages naturels, c'est-à-dire pour la possibilité d'accumulation primitive des capitaux. L'expansion du capital à l'extérieur est semblable à son expansion industrielle, et elle embrasse à la fois les domaines de la production et de l'écoulement des produits. Mais le dernier est toujours plus vaste que le premier, et l'on s'y heurte toujours, au début, à de certaines limites. Cette évolution en spirale de l'expansion capitaliste est le fait primordial de la vie inconsciente de l'impérialisme. Le processus d'expansion embrasse le

domaine de la production et ceux de l'écoulement. Il s'accomplit en suivant une double courbe en spirale. Les deux spirales aboutissent à la fin aux « ultimes limites du monde », mais la spirale de l'écoulement des produits y arrive la première. L'exploitation et l'accumulation capitalistes, d'abord nécessaires, deviennent alors impossibles. Que le capitalisme obtienne au prix d'une auto-destruction partielle, lui permettant de recommencer pendant quelque temps encore son travail, un certain délai, — qu'il se débattent encore ici et là, mettant tout en jeu pour défendre son existence et dévastant pour cela la terre entière, son heure est venue. L'impérialisme, si même il périclète prématurément à la suite d'une catastrophe sociale, doit automatiquement aboutir à une catastrophe économique. L'auto-destruction par la création d'une force sociale qui doit le vaincre lui-même, l'auto-extermination, par la suppression de ses propres bases économiques, tel est le double sceau de sa sentence.

Notions à distinguer

(Mai 1918)

Il convient de distinguer les notions suivantes, bien qu'elles puissent souvent se mêler et même coïncider, dans la pratique : but économique et politique intérieur (social) de la guerre, d'une part ; et de l'autre, considérations économiques et politiques intérieures (sociaux) stratégiques, selon qu'il s'agit d'un moyen ou d'une fin de la guerre.

En stratégie, on explique par des considérations économiques les offensives bancaires et financières, les actes de banditisme ayant pour but la conquête de stocks alimentaires ou de matières premières, la destruction de l'économie de l'ennemi (sources de matières premières, instruments de production et transports).

Les considérations politiques intérieures expliquent les « offensives de défense de Hindenbourg » (Entlastungsoffensiven), dont le but est de distraire l'attention des masses et de les calmer, surtout au moment où des grèves menacent.

Les mesures prises contre le droit de vote doivent contribuer à prolonger, en Allemagne, la réaction. Elles sont ainsi du nombre des fins politiques intérieures et sociales de la guerre. Tout ce qui est dirigé contre le développement révolutionnaire, tout ce qui défend les facteurs politiques rétrogrades, la domination de classe de l'esprit prussien et la société capitaliste se rapporte à ces fins.

La porte de Russie

(Juin 1918)

La porte de la Russie est dans les provinces baltiques. Elles doivent donc rester à la Russie, car l'habitant de la maison doit être le maître de sa porte. Le *Baltenabend* (Berlin, 29 mai 1918) tire pourtant une autre conclusion : la porte de la Russie étant dans les provinces baltiques, ces provinces doivent appartenir à l'Allemagne, car la Russie du Nord et de la Silésie sont économiquement nécessaires à l'Allemagne, c'est-à-dire à l'impérialisme allemand.

Le voleur veut être le maître des portes de la maison, afin qu'elles ne lui soient pas fermées au nez quand il viendra la dévaliser !

Sur les causes de la guerre

(Juin 1918)

L'idée que la guerre actuelle est, pour l'Allemagne et l'Autriche une guerre défensive, est trop favorable aux Empires centraux. On ne peut la considérer comme juste que si l'on tient compte des armements de tous les pays. En fait, et cela s'avère toujours plus, il s'agit d'une guerre de conquête (Expansionskrieg) de l'impérialisme allemand, dans laquelle l'Autriche-Hongrie n'a été pour ce dernier qu'un instrument. A cet égard, les derniers aveux de Guillaume II — que nombre de gens ont d'abord été enclins à excuser, tant il savait bien jouer son rôle de nature impulsive — sont précieux.

Le 15 juillet 1918, le kaiser déclarait que le sens de la guerre mondiale lui était apparu avec clarté, dès le premier moment. Nous nous en souviendrons. — « Jamais, dit-il, il ne partagera les illusions du peuple allemand. » Ceci est renversant. Mais qui donc suggéra au peuple allemand ces illusions ? Qui donc lui « bourra le crâne » avec raffinement, sans vergogne ? Qui donc l'affola et l'amena par degré à la fureur ? Le trompeur qui se justifie devant le trompé, en affirmant qu'il ne crut jamais à ses propres inventions, a vraiment du toupet.

Pour ce qui est de la préparation militaire, le capitaine de vaisseau (de l'état-major de l'Armateur) indique dans sa brochure de propagande, récemment parue : *la Guerre mondiale et la flotte*, que l'Allemagne était, au début des hostilités, à la tête de toutes les puissances quant à la navigation sous-marine, et qu'elle possédait le plus grand nombre de sous-marins de grande dimension aptes à la navigation au long cours.

Sur les questions de tactique

(Juillet 1918)

Nous voulons représenter un principe actif et non un principe contemplatif.

Nous aurons toujours assez d'hommes sachant escompter les possibilités pratiques. Nous manquons surtout d'hommes, tendant à tout moment à réaliser les possibilités extrêmes, ce qui ne se peut que si l'on s'oriente vers un but situé très loin au delà de cette ultime possibilité : on n'accède au possible que si l'on tend vers l'impossible.

La possibilité réalisée est « l'équivalent des impossibles » : plus haut s'érige notre but, plus intensément se tendent nos forces et plus nous obtenons. Désirer ce qui est objectivement impossible, n'est ni sottise, ni fanatisme, ni fantaisie, ni duperie de soi-même. C'est un travail pratique au sens véritable du mot.

Montrer l'impossibilité d'atteindre un but, ce n'est pas prouver qu'il est insensé de poursuivre ; c'est seulement, dans les meilleurs cas, prouver que les critiques ne comprennent pas les lois du mouvement social.

C'est pourquoi nous sommes, en principe, une minorité. Car, aussitôt que nous aurons obtenu la reconnaissance de nos idées, aussitôt qu'elles seront devenues la revendication du plus grand nombre, nos forces se tendront vers des idéaux plus élevés. Le caractère propre de notre activité exige que nos idéaux dépassent toujours le vœu

de la majorité. Notre activité est un combat incessant pour le progrès humain.

Toujours croire au succès, toujours être prêts au revers, telle est la formule magique qui nous garantit la victoire.

Notre place est en Allemagne

(Août 1918)

L'internationalisme planant, avec sa propagande adressée à tous les peuples, au-dessus des partis impérialistes, est en ce moment dépourvu de toute réalité. L'internationalisme ne peut devenir une réalité que par l'insurrection du prolétariat de chaque État contre son impérialisme. Un gramme de pression révolutionnaire à l'intérieur a plus d'importance qu'une tonne de pression révolutionnaire à l'extérieur.

Le cercle de fer est rompu

(Fin septembre 1918)

Dès que le cercle de fer du puissant militarisme allemand a fléchi, l'édifice formidable s'est lézardé de toutes parts : en Bulgarie, en Turquie, en Autriche, en Pologne et en Allemagne même.

La violence militaire ne peut servir de base à une construction durable.

Petite secousse et grande secousse

(Fin septembre 1918)

Maintenant que s'écroule la domination militaire de l'Allemagne, la guerre devient révolutionnaire dans le sens supérieur de ce mot.

Mais nous ne sommes qu'au commencement. Le principal est devant nous. L'heure décisive, l'heure de la révolution sociale a sonné.

Voici la petite secousse. La grande suivra.

Karl **LIEBKNECHT**.

NOTRE SOUSCRIPTION

(45^e LISTE)

Aristide Gondré (13^e arr.), 3 fr.; Justin Auguste, Roubaix, 2 fr.; Germain Laporte, Oran, 5 fr.; Vienne, Bordeaux, 10 fr.; Roumet, 3 fr.; L. F., 5 fr.; Camille Levasseur, 3 fr.; Un révolutionnaire niçois, 2 fr. 50; Liste n° 351, 32 fr.; Félicitations au jury de la Seine, un prolo, 3 fr.; Un bolchevik de Villejuif, 5 fr.; Rousseau, Grenoble, 3 fr. 50; A bas la dictature bourgeoise, 1 fr.; Bergeron (18^e), 2 fr.; Liste n° 297, versé par Nicod, 50 fr.; Pour notre *Bulletin*, un ex-reconstructeur, 10 fr.; Claude J., 5 fr.; Citoyenne Jardy, Lyon, 15 fr.; Magny, 10 fr.; Louis Sérard, 5 fr.; Liste n° 716, 41 fr. 70; Bergeron, Rosny, 15 fr.; Citoyenne Bergeron, 10 fr.; Pour le triomphe du communisme, 3 fr. 50.

Total de la 45^e liste..... 245 20

Total des listes précédentes..... 12.411 05

Total général..... 12.657 15



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine).....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
S. J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i>	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i>	épuisé
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e).